

Monsieur Gabriel ATTAL  
Premier ministre  
Hôtel de Matignon  
75007 PARIS

Paris, le 2 février 2024

Objet : Demande de rendez-vous des organisations du Pacte du Pouvoir de Vivre

Monsieur le Premier Ministre,

Votre nomination à la tête du gouvernement intervient dans un moment social et politique majeur pour notre pays, où la société doit trouver les voies lui permettant de relever les grands défis de notre siècle et de construire un avenir digne pour toutes et tous.

Pour les 60 organisations de la société civile rassemblées dans le Pacte du Pouvoir de Vivre, la transition écologique juste, la lutte contre les inégalités et la pauvreté, et le renouveau démocratique sont les pierres angulaires de cette société à bâtir, et les valeurs de la République, les fondements de la cohésion sociale et de l'unité de la nation.

Nos organisations agissent sans relâche pour accompagner, aider, écouter, proposer et sont disposées, comme depuis toujours, à apporter leur expérience et leur expertise pour construire ensemble une société du pouvoir de vivre. La société civile - associations, fondations, syndicats, mutuelles - est un creuset d'énergie, d'innovation, de solidarité et d'expertise qui a un rôle majeur dans la nation.

A l'occasion de votre déclaration de politique générale, vous avez pointé ces enjeux collectifs comme vous avez formulé un certain nombre de solutions et d'annonces.

Beaucoup d'entre elles soulèvent de vives inquiétudes sur la manière dont vous proposez de relever collectivement ces défis, qui nous engagent tous.

Notre inquiétude à l'égard des plus pauvres d'abord. Vous n'avez pas évoqué l'ambition nationale d'éradiquer la grande pauvreté d'ici 2030, engagement pourtant pris par le Président de la République, ni les moyens pour y arriver. Plus encore, la généralisation du conditionnement du RSA à 15h d'activité hebdomadaires - sans attendre la fin de l'expérimentation - ou la fin de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) compliqueront encore davantage le quotidien de millions de citoyens sans garantir au pouvoir public d'atteindre l'objectif de retour à l'emploi.

Notre inquiétude sur le logement ensuite. Premier poste de dépense des citoyens, nous vivons une crise du logement sans précédent. Les travaux du CNR avaient permis d'identifier de nombreux leviers à activer, et nous regrettons que les annonces ne soient pas à la hauteur des enjeux. Par ailleurs, sur ce sujet également, nous notons que les plus pauvres sont défavorisés. L'annonce de l'affaiblissement de la loi SRU par la

comptabilisation des logements intermédiaires est un recul en matière de solidarité et un coup dur pour les 2,6 millions de personnes en attente d'un logement social.

Notre inquiétude à l'égard de la protection des personnes étrangères par la réaffirmation d'une réforme de l'AME, enfin. Soignants, associations, sont pourtant unanimes quant à l'impasse que constituerait une modification de l'AME pour la santé des personnes concernées et pour notre santé à tous.

Nos organisations ont une certitude : une société ne perd jamais quand elle prend soin des plus démunis.

Votre déclaration soulève également de fortes interrogations au sein de nos organisations.

Sur la transition écologique, d'abord. La planification écologique nécessite l'engagement de chacun et la mobilisation de tous. En ce sens, le travail du secrétariat général à la planification écologique est une étape nécessaire qui doit se transformer en récit politique et résonner dans la vie de chaque citoyen. Sur ce point, nous restons dans l'attente d'un discours mobilisateur et cohérent, qui précise le "comment". L'enjeu est de taille : embarquer la société dans cette transformation profonde, qui donne à chacun des perspectives pour agir et construire son avenir, à hauteur de ses moyens et sans laisser personne de côté.

Sur la jeunesse ensuite. Quelles réponses sont apportées aux difficultés concrètes des plus jeunes pour se loger, s'alimenter, s'insérer professionnellement ? A la précarité grandissante des étudiants ? Le Service National Universel ne peut être l'unique réponse apportée par l'Etat.

Sur la justice fiscale enfin. Nous avons besoin d'un Etat qui investit dans son avenir et dans celui de ses citoyens, massivement et durablement. Pour nos organisations, la justice fiscale est un levier à la fois politique et social. Ouvrir le débat sur la fiscalité est nécessaire, d'autant que les citoyens sont favorables à cette idée comme le montre notre sondage IPSOS SOPRA (note de bas de page ?). Pour nos organisations, il faut partager plus pour financer plus.

C'est pour échanger sur tous ces défis immenses et pour partager avec vous nos propositions et pistes de solutions que nous sollicitons une rencontre avec vous, Monsieur le Premier ministre.

Nous restons à la disposition de vos équipes et vous prions de croire, Monsieur le Premier ministre, en l'assurance de notre haute considération.